

Convention collective

**IDCC : 9032. – PRODUCTEURS DE L'HORTICULTURE,
DE LA PÉPINIÈRE**

(Allier)

(19 juin 1970)

(Étendue par arrêté du 1^{er} juillet 1971,
Journal officiel du 7 août 1971)

AVENANT N° 74 DU 21 MAI 2019

NOR : AGRS1997230M

IDCC : 9032

Entre :

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Allier ;

Fédération des entrepreneurs du territoire de l'Allier ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériels agricoles de l'Allier,

D'une part, et

Union syndicale régionale agroalimentaire et forestière CGT Auvergne ;

Union départementale FO de l'Allier ;

Syndicat général agroalimentaire de l'Allier CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Afin de prendre compte de l'hospitalisation des enfants malades des salariés il est prévu un congé exceptionnel.

Il est apporté une précision sur le lien de parenté pour l'octroi d'un jour pour le décès des petits-enfants et des grands-parents.

Le montant de l'indemnité de licenciement est modifié pour prendre en compte la volonté initiale des parties.

Article 1^{er}

Le présent avenant ne comprend pas d'article relatif à des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés. En effet, la branche de la production agricole de l'Allier comprenant majoritairement des entreprises de moins de 50 salariés, les dispositions ci-dessous énoncées tiennent déjà compte des spécificités de ces entreprises.

Article 2

À l'article 34 *c* « Congés spéciaux » il est ajouté : « 3 jours en cas d'hospitalisation d'un enfant malade jusqu'à 16 ans, après 1 an d'ancienneté. »

À l'article 34 *c* « Congés spéciaux » il est ajouté après 1 jour pour le décès des petits-enfants et grands-parents, la précision suivante : « en ligne directe ou indirecte ».

Article 3

À l'article 52 « Indemnités de licenciement » la première phrase est modifiée ainsi : « un mois de salaire brut par année d'ancienneté » est remplacée par « 1/3 de mois de salaire brut par année d'ancienneté ».

Article 4

Le présent avenant est applicable au premier jour du trimestre civil suivant la parution au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Fait à Moulins, le 21 mai 2019.

(Suivent les signatures.)